



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CENTRE HOSPITALIER SAINT-DENIS – LUNDI 1<sup>er</sup> AVRIL 2024

## Quand le gouvernement fait la guerre aux chômeurs

*Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.*

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.



**Achetez le journal du NPA à nos militants ou abonnez-vous !**

Pour 12 numéros : 24 €  
Prix de soutien pour 12 numéros : 30 €

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :



<https://nouveauantipartianticapitaliste.fr/>



@npanouveauantipartianticapitaliste



@NPA\_NouvParAnti



### ÉLECTIONS EUROPÉENNES : POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRON, URGENCE RÉVOLUTION !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits. Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

**Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.**

### 93 : DES MAIRES ACCUSENT L'ÉTAT DE « TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC »

13 maires du département (Bagnole, Bobigny, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville, Sevran, Stains et Villetaneuse) ont publié un arrêté commun, pour forcer l'État à accéder aux demandes des parents et des syndicats qui réclament depuis six semaines un « plan d'urgence » pour le département. Ces maires estiment que le manque de moyens dans le 93 par rapport aux autres départements « nuit gravement à la dignité humaine des plus jeunes » et constitue en ça un trouble à l'ordre public de l'éducation. « Un enfant de Seine-Saint-Denis n'a pas les mêmes droits qu'un enfant de Rambouillet ou de Paris. Cette inégalité majeure doit être corrigée. Il n'est pas normal que nos enfants perdent un an de scolarité ou que des enfants en situation de handicap soient moins accueillis ou aidés », explique Patrice Bessac, maire de Montreuil, en s'appuyant sur un rapport du député communiste Stéphane Peu. Ces élus demandent donc à l'État un plan d'urgence – et donc des moyens supplémentaires – pour les écoles, collèges et lycées, une demande portée par l'intersyndicale soutenue par les parents d'élèves depuis la fin du mois de février. On ne sait pas la portée réelle qu'aura une telle initiative, mais elle a au moins le mérite d'attirer l'attention une fois de plus sur l'état lamentable du système scolaire dans le département le plus pauvre de métropole.

### HÔPITAUX : PRIME À LA CASSE... DES SERVICES

Vendredi dernier, le ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini a annoncé la couleur de la réforme à venir. Alors que le gouvernement vient de voter 600 millions d'euros d'économies dans la santé en 2024, Guérini veut augmenter la rémunération des directeurs d'hôpitaux ! Selon lui, elle « ne permet pas

suffisamment de valoriser l'exercice de fonctions ou responsabilités nouvelles ». Le ministère confirme, « il faut qu'un directeur d'hôpital puisse devenir demain préfet ». Il en irait de l'égalité des hauts fonctionnaires ! L'égalité au sommet de l'État au frontispice.

### 850 MILLIONS D'ÉCONOMIES SUR LE DOS DES MALADES

On y est : le 31 mars le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles, est entré en application. Les patients devront désormais acquitter 1 € au lieu de 50 centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, 2 € pour les actes et consultations des médecins, les examens et les analyses de biologie médicale. Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à 4 €. Un impôt déguisé qui va permettre à l'État de nous faire les poches à hauteur de 850 millions €, une fois de plus.

### À GAZA : CHASSER LES HUMANITAIRES POUR MIEUX AFFAMER LA POPULATION

L'armée israélienne vient de bombarder un centre de distribution de nourriture géré par l'association humanitaire américaine Word Central Kitchen (WCK). Au moins sept membres de cette ONG, de diverses nationalités, ont été tués. Aucun combat ne se déroulait à proximité de ce centre. WCK a annoncé son retrait, dans l'impossibilité de travailler. Ce nouveau crime suscite des réactions dans le monde entier. Même Biden exprime son « émotion ». Pourtant cette émotion ne va pas jusqu'à contraindre l'armée israélienne à arrêter le massacre en cessant de lui fournir des munitions. Face au cynisme sanguinaire de Netanyahu et à l'hypocrisie des dirigeants des grandes puissances, seule une mobilisation populaire à grande échelle en solidarité avec les Palestiniens pourra faire reculer les assassins et leurs complices.

### L'ARMÉE ISRAÉLIENNE SE RETIRE D'UN HÔPITAL... POUR EN INVESTIR DEUX AUTRES

Les soldats israéliens se sont retirés du complexe hospitalier d'Al-Chifa à Gaza-ville après deux semaines d'opérations, laissant derrière eux d'immenses destructions et de nombreux cadavres. L'armée israélienne a affirmé avoir tué plus de 200 « terroristes ». Un porte-parole de l'agence de défense civile de Gaza a fait état de 300 morts à l'intérieur et autour de l'hôpital pendant l'opération israélienne. Des médecins et civils présents dans le complexe ont déclaré à l'AFP que de nombreux corps avaient été retrouvés, dont certains semblaient s'être fait rouler dessus par des véhicules militaires. Aussitôt après avoir quitté Al-Chifa, les troupes israéliennes ont lancé des opérations dans les secteurs des hôpitaux de Nasser et Al-Amal à Khan Younès dans le sud. De nouveaux massacres en perspective.

Retrouve à ce QR Code une vidéo de Blandine, assistante sociale et membre du secteur santé du NPA, sur la mobilisation des soignants en soutien à la Palestine.



### MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !

Vendredi 15 mars, vous avez été nombreux à nous montrer votre sympathie et à soutenir financièrement le bulletin du NPA, distribué par nos militants depuis 2018 une semaine sur deux le vendredi à l'hôpital.

